

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

6 JANVIER 1992

Proposition de loi sur le droit de suite

(Déposée par M. Hatry)

DEVELOPPEMENTS

1. Le droit de suite a été introduit en Belgique par une loi du 25 juin 1921. Il est un accessoire du droit d'auteur, et est attribué aux artistes sur le prix de vente d'œuvres d'art originales (peintures, sculptures, dessins, gravures) atteint en vente publique.

Après le décès de l'artiste, le droit subsiste au bénéfice de ses héritiers, pendant une durée égale à celle de la protection du droit d'auteur.

Le but de la loi, tel qu'il a été formulé au cours des travaux préparatoires de 1921, consistait à faire participer les artistes à la plus-value que leurs œuvres atteindraient après une première vente. Ce but a été illustré entre autres par l'exemple suivant : le tableau « L'Angelus » de Millet, fut vendu par ce peintre au prix de 1 200 francs (avant 1914) et a atteint par la suite le prix d'un million.

Le droit de suite n'est cependant pas calculé sur la plus-value réalisée par le vendeur (ce qui semblait irréalisable), mais sur le prix total atteint en vente publique.

R. A 15595

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

6 JANUARI 1992

Voorstel van wet op het volgrecht

(Ingediend door de heer Hatry)

TOELICHTING

1. Het volgrecht werd in België ingevoerd door de wet van 25 juni 1921. Het is een aanvulling van het auteursrecht en wordt toegekend aan de kunstenaars op de verkoopprijs van originele kunstwerken (schilderwerken, beeldhouwwerken, tekeningen, etsen) die tot stand komt op een veiling.

Na het overlijden van de kunstenaar blijft het recht bestaan ten voordele van zijn erfgenamen, gedurende een periode die gelijk is aan de periode waarin het auteursrecht beschermd wordt.

Het doel van de wet, zoals het geformuleerd werd tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 1921, was de kunstenaars laten delen in de waardevermeerdering van hun werken na een eerste verkoop. Dit doel werd o.a. geïllustreerd aan de hand van het volgende voorbeeld: het doek « L'Angelus » van Millet werd door de schilder verkocht voor 1 200 frank (vóór 1914) en gaat later van de hand voor de prijs van een miljoen.

Het volgrecht wordt evenwel niet berekend op de meerwaarde die verwezenlijkt wordt door de verkoper (wat onuitvoerbaar leek), maar op de totale veilingprijs.

R. A 15595

2. Dans la présentation qui en a été faite à l'origine, on représentait l'artiste (ou ses enfants) vivant dans la pauvreté tandis que les « spéculateurs » faisaient fortune au moyen de leurs œuvres.

Il faut reconnaître que cette image ne correspond plus à la réalité. Sans doute tous les artistes ne deviennent pas riches, mais la plus-value acquise (parfois) par leurs œuvres n'est plus réservée aux spéculateurs. Parmi les œuvres qui passent en vente, le plus grand nombre provient de particuliers, et la vente ne leur laisse pas toujours de bénéfice.

L'écart entre le but poursuivi par les auteurs de la loi et la réalité est si manifeste, que P. Poirier écrivait déjà dans son traité sur le droit d'auteur (publié dans les « Nouvelles », en 1936; voir n° 354, p. 900): « Après l'expérience de quelques années d'application: a) la médiocrité des résultats; b) le fait que le droit de suite aggrave les charges, ce qui nuit à l'acheteur, au vendeur et même à l'artiste; c) le fait que cette loi ne profite qu'à un seul groupe d'artistes, ces motifs font que certains souhaitent voir abolir cette institution de fortune. Lors du vœu présenté à la Conférence de Rome, les délégations hongroise, néerlandaise, norvégienne, suisse se sont abstenues de voter, la délégation britannique ajoutant « qu'elle n'apercevait pas le lien entre le problème complexe du droit de suite et le droit d'auteur ». — Cf. Actes de la Conférence de Rome, p. 283. »

3. Le tarif du droit a été, en 1921, fixé comme suit :

- 2 p.c. de 1 000 francs à 10 000 francs;
- 3 p.c. de 10 000 francs à 20 000 francs;
- 4 p.c. de 20 000 francs à 50 000 francs;
- 6 p.c. au-dessus de 50 000 francs.

Ces chiffres sont, depuis 1921, restés inchangés.

Dans l'intention des auteurs de la loi, le droit ne devait s'appliquer qu'à des œuvres importantes. La somme de 1 000 francs (francs-or) était, à l'époque, déjà considérable. Depuis, par le fait de l'érosion monétaire, le droit s'applique à une multitude d'œuvres d'importance minime. De là naissent diverses difficultés d'application.

On peut relever à cet égard qu'actuellement, pour plus de 60 p.c. des adjudications, le droit est calculé sur un prix d'adjudication de moins de 10 000 francs. Ceci entraîne des frais administratifs importants pour un montant de droits négligeable. Pour le moindre dessin, il faut rechercher l'identité exacte de l'auteur, s'informer de sa nationalité et vérifier l'authenticité de l'œuvre.

Les vérifications concernant l'authenticité d'une œuvre et la question de savoir s'il s'agit bien d'une « œuvre d'art originale » sont considérablement alourdies, par ce grand nombre de cas d'application.

2. Bij de oorspronkelijke voorstelling van het volgrecht, schilderde men de kunstenaar (of zijn kinderen) af als armoezaaiër(s), terwijl de speculanten dank zij het werk van die kunstenaar fortuin maakten.

Dit beeld stemt niet langer overeen met de werkelijkheid. Ongetwijfeld worden niet alle kunstenaars rijk, maar de eventuele waardevermeerdering van hun werken komt niet enkel de speculanten ten goede. De meeste geveilde werken zijn afkomstig van particulieren en de verkoop levert hen niet altijd winst op.

De kloof tussen wat de wetgever beoogde en de realiteit is zo duidelijk dat P. Poirier in zijn verhandeling over het auteursrecht (gepubliceerd in « Nouvelles » in 1936, zie nr. 354, blz. 900) reeds het volgende schreef: « Après l'expérience de quelques années d'application: a) la médiocrité des résultats; b) le fait que le droit de suite aggrave les charges, ce qui nuit à l'acheteur, au vendeur et même à l'artiste; c) le fait que cette loi ne profite qu'à un seul groupe d'artistes, ces motifs font que certains souhaitent voir abolir cette institution de fortune. » Op de Conferentie van Rome onthielden de Hongaarse, Nederlandse, Noorse en Zwitserse delegaties zich bij de stemming; de Britse delegatie voegde eraan toe dat zij het verband niet zag tussen het complexe probleem van het volgrecht en het auteursrecht. (Cf. Verslag van de Conferentie van Rome, blz. 283.)

3. Het tarief van het volgrecht werd in 1921 als volgt bepaald :

- 2 pct. van 1 000 frank tot 10 000 frank;
- 3 pct. van 10 000 frank tot 20 000 frank;
- 4 pct. van 20 000 frank tot 50 000 frank;
- 6 pct. boven 50 000 frank.

Die cijfers zijn sedert 1921 onveranderd gebleven.

Het lag in de bedoeling van de wetgever het recht slechts toe te passen op belangrijke werken. Het bedrag van 1 000 frank (goudfranken) was indertijd een vrij hoog bedrag. Door de munterosie wordt het recht sedertdien ook geïnd op de verkoopprijs van vrij onbelangrijke werken. Daaruit vloeien een hele reeks toepassingsmogelijkheden voort.

In dit verband kan worden opgemerkt dat het recht in meer dan 60 pct. van de gevallen wordt berekend op een toewijzingsprijs die lager ligt dan 10 000 frank. Dit leidt tot hoge administratieve kosten voor een te verwaarlozen bedrag aan rechten. Voor de geringste tekening moet de juiste identiteit van de maker worden nagegaan, moeten inlichtingen worden ingewonnen over zijn nationaliteit en moet de echtheid van het werk geverifieerd worden.

Het onderzoek naar de echtheid en de originaliteit van een werk wordt aanzienlijk bemoeilijkt door het groot aantal gevallen.

Il faut en outre relever que l'action en paiement du droit ne se prescrit que par trente ans; une procédure à ce sujet peut donc être encore entamée longtemps après la date d'adjudication, et il se peut que l'œuvre ait dans l'intervalle été transférée à un autre propriétaire.

Il nous a été montré une lettre, adressée par une société représentant un certain nombre d'artistes, à un organisateur de ventes publiques. Cette lettre réclamait un montant total de 137 736 francs de droits de suite, répartis sur 136 postes pour des montants individuels allant de 20 à 21 600 francs. Le destinataire de cette lettre estimait devoir contester cette présentation, qui doit évidemment être examinée poste par poste. Sans entrer dans les éléments de ce litige, il faut admettre qu'une loi qui ouvre la voie à de pareilles difficultés d'application n'est pas raisonnable.

4. Enfin, il faut aussi mentionner les problèmes que le droit de suite suscite dans le domaine de la concurrence internationale.

Le droit de suite existe en France depuis 1920. Il y est perçu au taux de 3 p.c., avec des modalités d'application nettement plus restrictives qu'en Belgique. Il a été introduit en 1965 en Allemagne (taux de 5 p.c.), et plus récemment au Danemark (5 p.c.) et en Espagne (2 p.c.). Il n'existe pas dans les autres pays voisins. Parmi ceux-ci, les places d'Amsterdam, Genève et surtout Londres offrent des conditions attrayantes pour les ventes publiques d'œuvres d'art.

Une charge supplémentaire de 6 p.c. sur le prix de vente pourra, dans de nombreux cas, détourner du marché belge le vendeur d'une œuvre d'art importante, plus encore d'une collection, et l'amener à offrir les biens en vente ailleurs. La vente de la collection Magritte à Londres en est le plus connu, mais non le seul ni même le plus important exemple. Les conséquences défavorables de pareilles pratiques pour notre pays sont par ailleurs évidentes: appauvrissement culturel et perte financière, notamment des impôts (T.V.A. et/ou droits d'enregistrement) perçus sur la vente publique, avec en outre un danger de fuite de capitaux.

Cette distorsion de concurrence subsistera tant que le droit de suite sera maintenu chez nous et ne sera pas introduit dans les autres pays concernés. Il importe cependant de rendre moins attrayante l'exportation d'œuvres d'art destinées à la vente.

5. On peut illustrer au moyen de l'exemple suivant les effets du droit de suite dans le domaine de la concurrence internationale. La presse belge a fait mention d'une vente de tableaux de peintres belges, organisée à Londres par Sotheby, les 27, 28 et 29 juin 1989. Parmi les œuvres vendues figuraient les quatre tableaux ci-après (prix d'adjudication en millions de francs):

Daarenboven moet worden opgemerkt dat de vorderingen tot betaling van het recht eerst na dertig jaar verjaren. Een procedure kan dus lang na de toewijzingsdatum worden ingezet en het is goed mogelijk dat het werk intussen reeds een andere eigenaar heeft gekregen.

Er werd ons een brief getoond die naar een veilinghuis werd gestuurd door een vereniging die een aantal kunstenaars vertegenwoordigt. In die brief werd een totaal bedrag van 137 736 frank volgrechten gevorderd verdeeld over 136 posten voor individuele bedragen van 20 tot 21 600 frank. Het veilinghuis meende de voordering te moeten betwisten, die vanzelfsprekend post per post moet worden onderzocht. Zonder te willen ingaan op het geschil zelf, moet erkend worden dat een wet die tot dergelijke toepassingsmoeilijkheden aanleiding geeft, niet redelijk is.

4. Ten slotte moet ook gewezen worden op de problemen die het volgrecht doet rijzen op het vlak van de internationale mededinging.

Het volgrecht bestaat in Frankrijk sedert 1920. Het tarief bedraagt er 3 pct. en de toepassingsregels zijn er veel restrictiever dan in België. In Duitsland werd het volgrecht ingevoerd in 1965 (tarief 5 pct.) en recent nog in Denemarken (5 pct.) en in Spanje (2 pct.). In de andere ons omringende landen bestaat het volgrecht niet. Belangrijke steden zoals Amsterdam, Genève en vooral Londen, bieden aantrekkelijke voorwaarden voor kunstveilingen.

Een bijkomende last van 6 pct. op de verkoopprijs kan in een aantal gevallen ervoor zorgen dat de verkoper van een belangrijk kunstwerk en zeker van een belangrijke collectie de Belgische markt de rug toekeert en de goederen elders te koop aanbiedt. De verkoop van de Magritte-collectie te Londen is daar een bekend voorbeeld van, doch het is zeker niet het enige of het belangrijkste voorbeeld. De nadelige gevolgen van soortgelijke paktijken voor ons land zijn overigens duidelijk: culturele verarming en financiële verliezen, vooral voor de belastingen (B.T.W. en/of registratierechten) geheven op de veiling en het gevaar van kapitaalvlucht.

Deze vorm van concurrentievervalsing zal blijven bestaan zolang het volgrecht bij ons bestaat en in de andere betrokken landen niet wordt ingevoerd. Het is evenwel van belang de uitvoer van te veilen kunstwerken minder aantrekkelijk te maken.

5. Aan de hand van het volgende voorbeeld kunnen de gevolgen van het volgrecht voor de internationale mededinging geïllustreerd worden. In de Belgische pers werd ruchtbaarheid gegeven aan een veiling van Belgische doeken die door Sotheby op 27, 28 en 29 juni 1989 te Londen georganiseerd werd. Tot de verkochte werken behoorden de vier volgende schilderijen (toewijzingsprijs in miljoenen franken):

— le « Canapé bleu » de G. De Smet	34
— tableau de Léon De Smet	11
— Magritte (« Tentative de l'impossible »)	55
— Delvaux (« La Ville oubliée »)	52
	152

Les acheteurs ont payés en outre :

a) 10 p.c. sur le montant de l'adjudication	15,200
b) La T.V.A. britannique de 15 p.c. sur la marge de l'intermédiaire, soit 15 p.c. sur 15 200 000	2,280
	169,480

L'organisateur belge d'une vente publique, qui aurait dans notre pays perçu le même montant global de 169 480 millions, aurait dû déboursier :

a) le droit de suite, de 6 p.c. sur le montant de l'adjudication, soit $152\,000\,000 \times 6 \text{ p.c.} = 9\,120\,000$ francs;

b) une T.V.A. de 6 p.c. sur le prix total, frais et droits de suite compris, soit $169\,480\,000 \times 6/106 = 9\,593\,207$ francs.

Soit un total de frais légaux :

- à Londres : 2 280 000 francs;
- à Bruxelles, en supposant le même montant brut perçu par la salle de vente : 18 713 207 francs.

Pour couvrir ses frais, la salle de vente de Londres a encaissé 10 p.c. à charge du vendeur et 10 p.c. à charge de l'acheteur, soit au total $15\,200\,000 \times 2 = 30\,400\,000$ francs, sur lesquels elle ne doit payer que 2 280 000 francs de frais.

Si la salle de vente de Bruxelles ne percevait que le même montant (deux fois 10 p.c.), ceux-ci seraient quasi entièrement absorbés par les frais légaux (les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des frais de notaire ou d'huissier). Il ne resterait rien à la salle de vente pour couvrir ses frais d'exploitation : locaux, personnel, publicité, taxes diverses, etc.

6. On peut aussi présenter la comparaison autrement.

En partant d'un prix d'adjudication de 152 millions :

— la salle de vente de Londres encaisse, pour ses frais hors T.V.A., 30 400 000 francs; total à charge de l'acheteur : 169 480 000 francs;

— de « Canapé bleu » van G. De Smet	34
— schilderij van Léon De Smet	11
— Magritte (« Tentative de l'impossible »)	55
— Delvaux (« La Ville oubliée »)	52
	152

De kopers betaalden daarenboven :

a) 10 pct. op de toewijzingsbedrag	15,200
b) De Britse B.T.W. van 15 pct. op de winstmarge van het veilinghuis of 15 pct. op 15 200 000	2,280
	169,480

Had een Belgisch veilinghuis in ons land hetzelfde totale bedrag van 169 480 miljoen geïnd, dan zou het moeten betalen :

a) het volgrecht tegen een tarief van 6 pct. op het toewijzingsbedrag, d.w.z. $152\,000\,000 \times 6 \text{ pct.} = 9\,120\,000$ frank;

b) B.T.W. van 6 pct. op de totale prijs, kosten en volgrecht inbegrepen, of $169\,480\,000 \times 6/106 = 9\,593\,207$ frank.

De totale wettelijke kosten bedragen dus :

- 2 280 000 frank te Londen;
- 18 713 207 frank te Brussel, in de veronderstelling dat hetzelfde bruto-bedrag werd geïnd door de verkoopzaal.

Om zijn kosten te dekken heeft het veilinghuis te Londen 10 pct. geïnd ten laste van de verkoper en 10 pct. ten laste van de koper, dus in totaal $15\,200\,000 \times 2 = 30\,400\,000$ frank, waarop het slechts 2 280 000 frank kosten moet betalen.

Indien het Brusselse veilinghuis hetzelfde bedrag ($2 \times 10 \text{ pct.}$) zou innen, dan moet het bijna volledig opnieuw worden uitgegeven aan wettelijke kosten (de bovenstaande cijfers houden geen rekening met notaris- of deurwaarderskosten). Het veilinghuis zou niets overhouden om zijn exploitatiekosten te dekken : lokalen, personeel, reclame, diverse taksen, enz.

6. Men kan de vergelijking ook anders voorstellen.

Wanneer men uitgaat van een toewijzingsprijs van 152 miljoen :

— int het veilinghuis te Londen voor zijn kosten, B.T.W. buiten beschouwing gelaten, 30 400 000 frank; het totaal ten laste van de koper bedraagt 169 480 000 frank;

— la salle de vente de Bruxelles encaisse 20 p.c. à charge de l'acheteur, plus le droit de suite, soit au total $152\ 000\ 000 + 30\ 400\ 000 + 9\ 120\ 000 = 191\ 520\ 000$ francs.

L'acheteur paiera donc, en Belgique, 22 040 000 francs de plus qu'à Londres; le vendeur ne recevra pas un sou de plus.

7. On doit souligner que l'exemple ci-dessus ne constitue nullement un cas isolé. On comprendra, dans ces conditions, que les salles de ventes étrangères puissent exercer sur les vendeurs potentiels de notre pays un puissant attrait.

Sans doute, dans les chiffres indiqués, le droit de suite n'est pas seul en cause. Il y a aussi la T.V.A. Mais celle-ci fait actuellement l'objet d'études dans les services de la Communauté européenne, dont il est préférable d'attendre le résultat. L'aménagement du droit de suite s'impose d'autant plus comme une mesure urgente pour améliorer les conditions du marché d'art dans notre pays.

La Belgique a, depuis des siècles, donné au monde une production artistique et surtout picturale de première valeur. Il est regrettable que nos lois tendent à déplacer une partie importante de cette production vers des marchés étrangers.

8. Le Groupement des organisateurs de ventes publiques de la C.E.E. a adopté le 27 novembre 1990 une résolution sur le droit de suite.

Les délégations réunies marquent leur accord pour adresser à la Commission des Communautés européennes une résolution, présentée en projet à l'assemblée, exprimant le souhait, en principe, de supprimer le droit de suite.

Ils visent la nécessité, à titre subsidiaire, d'éliminer ou d'atténuer les distorsions de concurrence qui résultent du droit de suite dans l'état actuel des lois.

Dans cette vue, les délégations proposent l'adoption des mesures suivantes:

- 1) Seuil d'application: 1 000 Ecus;
- 2) Transmission: au conjoint et descendants directs au premier degré, avec exclusion d'autres héritiers ou légataires;
- 3) Application aux ventes réalisées, exclusion des œuvres retirées;
- 4) Durée: jusqu'à 50 ans après le décès de l'auteur;
- 5) Prescription: 3 ans;
- 6) Taux: les délégations souhaitent le taux le plus bas possible, en raison de l'effet de ce taux sur la concurrence internationale. Elles considèrent que le taux de 3 p.c. doit être considéré comme un maximum, assorti en outre d'une formule de dégressivité.

— int het veilinghuis te Brussel 20 pct. ten laste van de koper plus het volgrecht, d.w.z. in totaal $152\ 000\ 000 + 30\ 400\ 000 + 9\ 120\ 000 = 191\ 520\ 000$ frank.

In België betaalt de koper dus 22 040 000 frank meer dan in Londen; de verkoper ontvangt geen cent meer.

7. Er wordt op gewezen dat dit voorbeeld geenszins een alleenstaand geval is. In die omstandigheden kan men begrijpen dat de buitenlandse veilinghuizen op de potentiële verkopers van ons land een grote aantrekkingskracht uitoefenen.

Ongetwijfeld is het volgrecht niet alleen verantwoordelijk voor deze toestand. Er is ook de B.T.W. doch die wordt op het ogenblik bestudeerd door de diensten van de Europese Gemeenschap: het is dus verkieslijk de resultaten van die studie af te wachten. De aanpassing van het volgrecht is dringend noodzakelijk om de voorwaarden op onze kunstmarkt te verbeteren.

Sedert eeuwen heeft België aan de wereld eerste-rangs kunstwerken geschonken en dan vooral op het gebied van de schilderkunst. Het is betreurenswaardig dat onze wet de vlucht van die kunstwerken naar buitenlandse markten bevordert.

8. De Groepering van de organisatoren van veilingen van de E.E.G. keurde op 27 november 1990 een resolutie goed voor het volgrecht.

De verenigde delegaties zijn het erover eens om aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen een resolutie over te zenden die als ontwerp aan de vergadering is voorgelegd en waarin, in beginsel, de afschaffing van het volgrecht beoogd wordt.

Ze wijzen subsidiair op de noodzaak de concurrentievervalsing die het gevolg is van het volgrecht, zoals het thans in de verschillende wetgevingen bestaat, weg te werken of althans af te zwakken.

Vanuit dit oogpunt stellen de delegaties voor de volgende maatregelen goed te keuren:

- 1) Toepassingsdrempel: 1 000 Ecu;
- 2) Overdracht: aan de echtgenoot en de rechtstreekse afstammelingen in de eerste graad, met uitsluiting van andere erfgenamen of legatarissen;
- 3) Toepassing op de verkopen die daadwerkelijk doorgaan, uitsluiting van ingehouden werken;
- 4) Duur: tot 50 jaar na het overlijden van de maker;
- 5) Verjaring: 3 jaar;
- 6) Tarieven: de delegaties wensen een zo laag mogelijk tarief wegens de gevolgen van dit tarief voor de internationale mededinging. Zij gaan ervan uit dat een tarief van 3 pct. als een maximum moet worden beschouwd en in bepaalde omstandigheden degressief moet zijn.

Cette résolution a été adoptée par les délégations belge, française et allemande (quatre organisations dans ce dernier cas). Le présent projet de loi vise à réorganiser le droit de suite dans cette optique.

9. A titre documentaire on pourrait consulter les réponses relatives au droit de suite fournies en réponse aux questions écrites n^{os} 3 et 4 du 24 octobre 1990 posées au Premier ministre (Bulletin des *Questions et Réponses*, Sénat, n^o 9 du 4 décembre 1990, p. 341-343).

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article reprend en substance le contenu des deux premiers alinéas de l'article 1^{er} du texte actuel, en y apportant quelques modifications de forme, et en limitant la transmission du droit en cas de décès.

En effet, la transmission de droit à des colatéraux, et *a fortiori* à des légataires, ne répond en rien à l'intention initiale du législateur.

Article 2

Cet article a pour but de préciser les conditions d'exercice du droit de suite. Il n'existe aucune raison de l'octroyer quand l'œuvre est mise en vente par l'artiste lui-même ou par l'ayant droit du droit de suite, qui serait en l'espèce le bénéficiaire de la plus-value éventuelle atteinte par l'œuvre.

De même, il n'y a pas lieu d'appliquer le droit de suite sur une œuvre offerte en vente publique, puis retirée. Cette question a été controversée, il y a lieu de la trancher dans le sens négatif, puisqu'aucune plus-value n'est réalisée. Appliquer le droit à des œuvres retirées de la vente alourdirait excessivement les frais engagés pour une vente, ce qui augmenterait la fuite à l'étranger des ventes d'œuvres importantes.

Article 3

Cet article a pour objet de relever à 100 000 francs le seuil d'application du droit de suite, et d'en réduire le taux de façon à le ramener au montant le plus bas en vigueur dans la C.E.E.

Actuellement, ces taux sont :

Allemagne: 5 p.c.;

Belgique: 6 p.c.;

Die resolutie werd aangenomen door de Belgische, Franse en Duitse delegaties (vier organisaties in dit laatste geval). Dit wetsontwerp strekt ertoe het volgrecht vanuit dit oogpunt te herzien.

9. Ter informatie kunnen de antwoorden op de schriftelijke vragen nrs. 3 en 4 van 24 oktober 1990 aan de Eerste Minister in verband met het volgrecht geraadpleegd worden (Bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Senaat, nr. 9 van 4 december 1990, blz. 341-343).

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel neemt hoofdzakelijk de inhoud over van de eerste twee leden van artikel 1 van de huidige tekst. Er worden alleen enkele vormwijzigingen aangebracht en de overdracht van het recht in geval van overlijden wordt beperkt.

De overdracht van het recht aan erfgenamen in de zijlijn en *a fortiori* aan legatarissen beantwoordt geenszins aan de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever.

Artikel 2

Dit artikel heeft tot doel de voorwaarden te verduidelijken waaronder het volgrecht wordt uitgeoefend. Er is geen reden om het volgrecht te innen wanneer het werk te koop wordt aangeboden door de kunstenaar zelf of door zijn rechthebbende, want in dit geval is de eventuele meerwaarde van het werk voor hem.

Er is eveneens geen reden om het volgrecht te innen op een werk dat openbaar te koop wordt aangeboden, maar vervolgens wordt ingehouden. Dit probleem is zeer omstreden. Het moet echter in negatieve zin beslecht worden, daar er geen meerwaarde werd verwezenlijkt. Het volgrecht innen op te koop aangeboden werken die worden ingehouden, zou de kosten voor een verkoop overdreven doen stijgen, wat ertoe zou leiden dat steeds meer belangrijke werken in het buitenland worden geveild.

Artikel 3

Dit artikel heeft tot doel de inning van het volgrecht slechts mogelijk te maken voor werken waarvan de verkoopprijs 100 000 frank te boven gaat, evenals het percentage van het volgrecht te verlagen zodat het teruggebracht wordt tot het laagste tarief dat in de E.E.G. van kracht is.

Momenteel gelden de volgende percentages:

Duitsland: 5 pct.;

België: 6 pct.;

Danemark : 5 p.c.;

Espagne : 2 p.c.;

France : 3 p.c.

Une réforme est annoncée en France. Il est question d'y ramener le taux à 1 p.c. Si cela se fait, le taux belge devrait se réduire, de façon à être toujours proche du taux étranger le plus bas.

Article 4

Cet article a pour but de résoudre les problèmes d'authenticité. Il n'est en fait qu'une application du droit commun puisqu'il est de règle générale que le demandeur doit faire la preuve de sa créance. Il est utile cependant de confirmer ici de façon explicite l'application de cette règle générale.

Article 5

Cet article règle les modalités selon lesquelles le créancier du droit de suite peut faire valoir ses droits.

La règle proposée s'inspire de ce qui existe en France, où l'artiste doit faire valoir ses droits avant la vente. Mais en Belgique, en vertu de l'arrêté royal du 23 septembre 1921, un fonctionnaire intervient pour la publication des listes d'ayants droit, et pour la transmission à ces ayants droit des montants perçus. L'intervention de ce fonctionnaire a donné lieu, dans le rapport au Roi précédent cet arrêté royal, aux remarques suivantes :

« ... si l'on s'abandonnait au droit commun, sans plus, il est bien des cas où la faible importance des droits ne vaudrait pas les pertes de temps, les démarches et les ennuis qui sont inséparables de toutes les justifications qui peuvent être réclamées.

Aussi l'arrêté cherche-t-il à instituer une méthode simplificatrice. Aux débiteurs du droit, il offre la possibilité de se libérer rapidement entre les mains d'un agent de l'administration des beaux-arts.

Aux créanciers du droit, il offre la possibilité de se renseigner aisément et de percevoir sans difficulté. » (*Moniteur belge* du 10 novembre 1921.)

Il est opportun d'utiliser les services de ce fonctionnaire, le receveur du droit de suite.

Le même rapport au Roi contient plus loin la remarque suivante :

« Il paraît à conseiller aux organisateurs de ventes d'œuvres d'art moderne de réclamer dans tous les cas le droit de suite, afin de se mettre à l'abri de toute contestation. »

Denemarken : 5 pct.;

Spanje : 2 pct.;

Frankrijk : 3 pct.

In Frankrijk is een hervorming aangekondigd. Het tarief van het volgrecht zou worden teruggebracht tot 1 pct. Indien dit gebeurt, moet ook het Belgische tarief verlaagd worden zodat de kloof tussen ons tarief en het laagste buitenlandse tarief zo gering mogelijk is.

Artikel 4

Dit artikel beoogt de problemen inzake echtheid op te lossen. In dit artikel wordt enkel het gemeen recht toegepast, aangezien het de algemene regel is dat de bewijslast op de eiser rust. Het is evenwel nuttig deze algemene regel hier uitdrukkelijk te bevestigen.

Artikel 5

Dit artikel regelt de wijze waarop de schuldeiser van het volgrecht zijn rechten kan doen gelden.

De voorgestelde regel steunt op het Franse systeem waarin de kunstenaar zijn rechten moet doen gelden vóór de verkoop. In België evenwel wordt krachtens het besluit van 23 september 1921 een ambtenaar aangewezen om de lijsten van rechthebbenden bekend te maken en om aan die rechthebbenden de geïnde bedragen over te dragen. In verband met de opdracht van die ambtenaar worden in het verslag aan de Koning dat dit koninklijk besluit voorafgaat, de volgende opmerkingen geformuleerd :

« Maar zoo men zich zonder meer aan het gemeen recht hield, zijn er vele gevallen waarin het klein belang van de rechten niet zou opwegen tegen het tijdverlies, de aan te wenden voetstappen en den last die onafscheidbaar zijn van al de bewijzen welke kunnen geëischt worden.

Ook streeft het besluit er naar een vereenvoudigend stelsel in te voeren. Aan de schuldenaars van het recht biedt het de mogelijkheid aan, spoedig hun schuld te kwijten in handen van een ambtenaar van het Beheer der Schoone Kunsten.

Aan de eischers van het recht biedt het de mogelijkheid aan zich gemakkelijk in te lichten en zonder moeite te innen. » (*Belgisch Staatsblad*, 10 november 1921.)

Het verdient aanbeveling gebruik te maken van de diensten van die ambtenaar, de inner van het volgrecht.

In hetzelfde verslag aan de Koning wordt verder het volgende opgemerkt :

« Het schijnt aan de inrichters van veilingen van moderne kunstwerken aan te raden in alle geval het volgrecht te eischen, om zich voor alle betwisting te vrijwaren. »

Cette remarque n'est pas dépourvue d'une certaine naïveté. En percevant un droit de suite douteux, l'organisateur de la vente se met évidemment à l'abri d'une contestation de la part de l'ayant droit, mais il s'expose au contraire à une contestation de la part du débiteur final. Pourquoi celui-ci devrait-il consentir à payer une somme dont la déduction est incertaine, et qu'il aura toutes les peines du monde à récupérer si la preuve de la déduction n'est pas faite ?

On trouve ici la source la plus importante des difficultés soulevées par l'application du droit de suite dans le régime actuellement en vigueur. Dans un grand nombre de cas, la déduction du droit de suite est incertaine à la date de la vente. A ce moment, si l'organisation perçoit et transmet le droit de suite, il porte préjudice aux droits du débiteur final; s'il ne le perçoit pas, il sera assigné par l'ayant droit, peut-être plusieurs années plus tard, et il lui sera fort difficile de récupérer sur le débiteur final le montant qui apparaîtra dû. Pourrait-il percevoir le droit à titre provisoire et le consigner ? Cela non plus ne mettrait pas fin aux litiges.

On ne perdra pas de vue que ces difficultés sont considérablement augmentées par le très grand développement du marché de l'art au cours des dernières décennies; elles contribuent aussi à la fuite à l'étranger d'un nombre toujours croissant de ventes.

La solution apportée à ces difficultés par l'article 5 reste très proche de ce qui existe, mais en augmentant la sécurité juridique de toutes les parties.

L'obligation pour l'artiste ou l'ayant droit de faire valoir sa prétention avant la vente permettra de trancher les difficultés concernant l'authenticité d'une œuvre, et de prendre des mesures conservatoires si la déduction du droit de suite est douteuse.

Enfin, la liste qui, selon l'arrêté royal du 23 septembre 1921 devait être publiée deux fois par an, ne devra plus être publiée qu'une fois par an.

Il est précisé qu'elle devra être cumulative et donner des indications plus complètes que ce qui existe jusqu'ici. Dans le développement actuel de l'informatique, ceci ne doit pas faire de problème.

Certains artistes peuvent ne pas désirer s'affilier à une association chargée de recouvrer leurs droits. Pour respecter leur liberté, il convient de leur laisser un délai à partir de la vente pour faire valoir leurs droits, mais ce délai ne peut être exagérément long. Une prescription de trois ans est raisonnable.

P. HATRY.

Deze opmerking getuigt van een zekere naïviteit. Door een misschien niet verschuldigd volgrecht te innen, beschermt het veilinghuis zichzelf weliswaar tegen een betwisting door de rechthebbende, maar stelt het zich bloot aan een betwisting door de uiteindelijke schuldenaar. Waarom zou die er moeten mee instemmen een som te betalen die hij misschien niet verschuldigd is en die hij zeer moeilijk zal kunnen terugvorderen indien niet bewezen wordt dat het bedrag wel degelijk verschuldigd is.

Wij worden hier geconfronteerd met de belangrijkste bron van moeilijkheden die rijzen bij de toepassing van het volgrecht overeenkomstig de huidige regeling. In een groot aantal gevallen staat op de dag van de verkoop niet vast of het volgrecht verschuldigd is. Indien het veilinghuis op dat ogenblik het volgrecht int en overdraagt, schendt hij de rechten van de uiteindelijke schuldenaar; int hij het volgrecht niet, dan wordt hij misschien vele jaren later gedagvaard door de rechthebbende en zal het voor hem zeer moeilijk zijn om van de uiteindelijke schuldenaar het bedrag terug te vorderen dat toch verschuldigd bleek. Ook een voorlopige inning van het recht en de inbewaargave ervan zou geen einde maken aan de geschillen.

Men mag niet uit het oog verliezen dat die moeilijkheden aanzienlijk toegenomen zijn door de groei van de kunstmarkt in de jongste decennia; die moeilijkheden zorgen er mede voor dat steeds meer kunstwerken in het buitenland geveild worden.

De oplossing voor die moeilijkheden waarin het artikel 5 voorziet, leunt nauw aan bij de bestaande regeling doch vergroot de rechtszekerheid van alle partijen.

De verplichting om als kunstenaar of rechthebbende zijn rechten te doen gelden vóór de verkoop, maakt het mogelijk de moeilijkheden omtrent de echtheid van een werk op te lossen en bewarende maatregelen te nemen indien niet zeker is of het volgrecht verschuldigd is.

Ten slotte moet de lijst, die krachtens het koninklijk besluit van 23 september 1921 tweemaal per jaar moet worden bekendgemaakt, nog slechts eenmaal per jaar worden bekendgemaakt.

Ze moet cumulatief zijn en meer gegevens bevatten dan tot op heden. In de huidige stand van de automatisering kan dit geen enkel probleem zijn.

Sommige kunstenaars wensen zich liever niet aan te sluiten bij een vereniging belast met het innen van hun rechten. Om hun vrijheid te respecteren, dient te worden voorzien in een termijn na de verkoop waarin zij hun rechten kunnen doen gelden. Die termijn mag echter niet overdreven lang zijn. Een verjarings-termijn van drie jaar is redelijk.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

Il est accordé aux artistes un droit de suite sur le prix atteint en vente publique, par leurs œuvres telles que peintures, sculptures, dessins et gravures.

Ce droit s'attache aux œuvres originales constituant une création personnelle de leur auteur, à l'exclusion des œuvres produites en plusieurs exemplaires.

Ce droit est inaliénable. En cas de décès de l'auteur, il est transmis dans les conditions fixées par le Code civil, à son conjoint et à ses descendants en ligne directe, et ce, pour une période de temps égale à la durée de la propriété artistique. Il ne peut faire l'objet d'aucune autre transmission.

Art. 2

Le droit s'applique au prix atteint à l'adjudication par une vente réalisée.

Il ne s'applique pas aux biens mis en vente par l'artiste lui-même ou par l'ayant droit du droit de suite.

Art. 3

Le droit de suite est dû sur les œuvres dont le prix dépasse 100 000 francs. Il est fixé à 2 p.c. de ce prix.

Ce taux peut être modifié par le Roi, de façon à l'aligner sur les taux normalisés ou les plus fréquemment en vigueur dans la Communauté économique européenne.

Art. 4

En cas de contestation sur l'authenticité, il appartient à l'auteur ou à ses ayants droit d'authentifier l'œuvre pour laquelle ils font valoir une créance de droit de suite.

Art. 5

Afin de bénéficier du droit de suite pour eux-mêmes et pour leurs ayants droit, les artistes doivent se faire connaître au fonctionnaire désigné par arrêté royal sur proposition du ministre qui a le droit de suite dans ses attributions.

VOORSTEL VAN WET**Artikel 1**

Aan de kunstenaars wordt een volgrecht toegekend op de veilingprijs van hun werken, zoals schilderijen, beeldhouwwerken, tekeningen en etsen.

Dit recht is alleen verbonden aan oorspronkelijke werken die een persoonlijke schepping van hun maker zijn, met uitsluiting van werken vervaardigd in verschillende exemplaren.

Dit recht is onvervreemdbaar. Bij overlijden van de maker wordt het onder de voorwaarden bepaald door het Burgerlijk Wetboek overgedragen aan zijn echtgenoot en aan zijn afstammelingen in de rechte lijn en dit voor een periode van gelijke duur als die van de artistieke eigendom. Het recht kan niet op enige andere wijze worden overgedragen.

Art. 2

Het recht wordt toegepast op de toewijzingsprijs van een gesloten koop.

Het wordt niet toegepast op de werken die te koop worden aangeboden door de kunstenaars zelf of door de rechthebbende op het volgrecht.

Art. 3

Het volgrecht is verschuldigd voor de werken waarvan de verkoopprijs hoger is dan 100 000 frank. Het bedraagt 2 pct. van die verkoopprijs.

Dit tarief kan worden gewijzigd door de Koning om het in overeenstemming te brengen met de genormaliseerde tarieven of de meest gebruikelijke tarieven in de Europese Economische Gemeenschap.

Art. 4

Bij betwisting van de echtheid moet de maker of zijn rechthebbende de echtheid bewijzen van het werk waarvoor zij een volgrecht vorderen.

Art. 5

Om aanspraak te kunnen maken op het volgrecht voor henzelf en voor hun rechthebbenden, moeten de kunstenaars hun identiteit opgeven bij de ambtenaar die bij koninklijk besluit wordt aangewezen op voordracht van de Minister die bevoegd is voor het volgrecht.

Ce fonctionnaire publie chaque année au *Moniteur belge*, au cours du mois de juillet, la liste complète des artistes qui se sont fait connaître à lui en exécution de l'alinéa précédent. Cette liste indique les noms, prénoms, domicile et nationalité de ces artistes, et éventuellement leur date de décès.

La demande en paiement du droit de suite doit être présentée à l'organisateur de la vente publique avant la date de celle-ci.

Art. 6

Le vendeur, l'acheteur, l'organisateur ou le directeur de la vente publique sont solidairement responsables du paiement des droits.

Ils pourront se libérer en faisant percevoir lors de la vente, la somme résultant de l'application du tarif fixé par l'arrêté royal prévu à l'article 5.

Le Roi détermine les modalités des paiements relatifs au droit de suite.

Art. 7

Le ministre de la Justice, chargé de la réalisation du droit de suite, est chargé de l'exécution de la présente loi.

Art. 8

La loi entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9

La loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art au profit des artistes auteurs des œuvres vendues est abrogée.

P. HATRY.

Die ambtenaar maakt elk jaar in de loop van de maand juli in het *Belgisch Staatsblad* de volledige lijst bekend van de kunstenaars die hun identiteit hebben opgegeven overeenkomstig het voorgaande lid. Die lijst vermeldt de naam, de voornamen, de woonplaats en de nationaliteit van die kunstenaars en eventueel de datum van hun overlijden.

Het verzoek tot betaling van het volgrecht moet aan de organisator van de veiling worden voorgelegd vóór de datum waarop die veiling plaatsheeft.

Art. 6

De verkoper, de koper, de organisator van de veiling of de directeur van het veilinghuis zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de rechten.

Zij kunnen hun schuld voldoen door bij de verkoop de som te doen innen verschuldigd overeenkomstig het tarief vastgesteld bij het in artikel 5 bedoelde koninklijk besluit.

De Koning bepaalt op welke wijze het volgrecht betaald moet worden.

Art. 7

De Minister van Justitie, die bevoegd is voor het volgrecht, is belast met de uitvoering van deze wet.

Art. 8

De wet treedt in werking tien dagen na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9

De wet van 25 juni 1921 tot het innen van een recht op de openbare kunstveilingen ten bate der kunstenaars, auteurs der verkochte werken, wordt opgeheven.